



**PRÉFÈTE  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Pôle administratif des installations classées**

## **La préfète de la Haute-Savoie**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le 22 avril 2026

### **Arrêté n°PAIC-2026-0029**

Portant mise à jour des prescriptions suite au projet de réutilisation des eaux usées traitées et visant à adapter le programme de surveillance des rejets aqueux

Société anonyme des eaux minérales d'Evian (**SAEME**) à Publier  
(SIRET : 797 080 850 000 69)

- VU** le code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre 1er relatif aux procédures administratives, le titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, le titre IV du livre V relatif aux déchets, et le titre 1<sup>er</sup> du livre II relatif à l'eau et aux milieux aquatiques (parties légales et réglementaires) ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R-511.9 du code de l'environnement ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie ;
- VU** le décret du 24 juillet 2025, nommant M. Carl ACCETTONNE, administrateur de l'État du deuxième grade, en tant que secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2025-078 du 31 juillet 2025 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PAIC-2018-0077 du 13 août 2018 réglementant les activités de l'usine de d'embouteillage d'eau minérale exploitée en ZI du vignoble franc 74 500 Publier par la société des eaux minérales d'Evian ;



**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-0023 du 18 février 2021 modifiant l'arrêté préfectoral du 13 août 2018 susvisé ;

**Vu** la demande d'autorisation pour l'utilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de l'usine de production de la SAEME à des fins d'irrigation des espaces verts du Golf d'Evian Resort situé sur la commune d'Evian-les-bains, reçue par voie électronique le 20 février 2025, et le projet d'arrêté préfectoral associé du 16 mars 2025 ;

**VU** le dossier de porter à connaissance de la société des eaux minérales d'Evian reçu le 24 avril 2025 portant sur les modifications de l'usine en lien avec le dossier de demande d'autorisation d'utilisation des eaux usées traitées de l'usine pour l'arrosage du golf d'EVIAN RESORT ;

**VU** le courrier de demande de compléments de l'inspection des installations classées du 17 juillet 2025 adressé à la SAEME concernant le porté à connaissance susvisé ;

**VU** les compléments transmis par la SAEME à l'inspection des installations classées et reçus le 24 septembre 2025 et 14 avril 2026 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16/04/2026 ;

**VU** le courrier transmis à l'exploitant le 20 avril 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**VU** l'absence d'observations de la part de l'exploitant formulée par courriel du 21 avril 2026 dans le cadre de la procédure contradictoire sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;

**CONSIDERANT** que les modifications de l'usine en lien avec le dossier de demande d'autorisation d'utilisation des eaux usées traitées de l'usine pour l'arrosage du golf d'EVIAN RESORT, présentées par la société des eaux minérales d'Evian dans son porter à connaissance reçu le 24 avril 2025 et complété le 24 septembre 2025 et 14 avril 2026, ne constitue pas une modification substantielle des installations exploitées par cette société sur son site de Publier ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu, en application des dispositions des articles R. 181-45 du code de l'environnement, de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 août 2018 ;

**SUR** proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1er :**

Les prescriptions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n° PAIC-2018-0077 du 13 août 2018 sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### *« 2.1.1 – Dispositions générales*

*Toutes dispositions seront prises afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau et du réseau d'eau à usage domestique à l'intérieur de l'usine. A ce titre, le ou les réseaux d'eau industrielle seront distincts du réseau d'eau potable, et leur branchement sur le réseau*

d'alimentation sera équipé d'un disconnecteur ou se fera par l'intermédiaire d'une capacité alimentée gravitairement après rupture de charge.

L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspecteur des installations classées l'état de ses consommations annuelles d'eau. Il devra rechercher par tous les moyens économiques acceptables et notamment à l'occasion de remplacement de matériel à diminuer au maximum la consommation d'eau de son établissement.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

L'exploitant devra, le cas échéant, se conformer aux mesures d'urgence que le préfet serait susceptible d'imposer dans le cadre des articles R. 211-66 à R. 211-70 et R. 216-9 du code de l'environnement, relatifs à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

Les ouvrages de prélèvement devront être maintenus en bon état.

### 2.1.2 – Eaux industrielles

L'eau industrielle proviendra du pompage dans le lac Léman à la station de « la Léchère ». Le pompage par puits dans la nappe d'accompagnement de la Dranse sera exclusivement utilisé en secours incendie.

L'alimentation de l'usine de la SAEME est réalisée au moyen de 2 pompes de relevage fonctionnant par alternance d'une capacité de 120m<sup>3</sup>/h avec un débit d'exploitation fixée à 90 m<sup>3</sup>/h

Le prélèvement maximal d'eau autorisé dans le lac Léman à la station de « la Léchère » pour l'usine est de:

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement maximal		
				Horaire (m <sup>3</sup> /h)	Journalier (m <sup>3</sup> /j)	Annuel (m <sup>3</sup> /an)
Eau de surface : pompage dans le Lac Léman à la station de « la Léchère »	Lac Léman	FRDL65	X : 974 474 m Y : 6 595 025 m	90	1600	374 000

La consommation spécifique d'eau sera calculée mensuellement. Le résultat du calcul sera adressé trimestriellement à l'inspecteur des installations classées de la DREAL, avec les résultats des contrôles périodiques cités à l'article 2.4.3. Ces ratios incluent l'ensemble des eaux de réseau et des eaux minérales utilisées pour le fonctionnement des chaînes et des utilités (les volumes correspondant aux installations communes étant affectés au prorata des volumes embouteillés). Ils n'incluent pas l'eau embouteillée elle-même. »

## Article 2 :

Les prescriptions de l'article 2.3.3 de l'arrêté préfectoral n° PAIC-2018-0077 du 13 août 2018 remplacées par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-0023 du 18 février 2021, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les effluents industriels devront être traités dans une station d'épuration interne.

Au maximum du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre, un système de pompage acheminera l'intégralité des eaux usées traitées vers le golf d'EVIAN RESORT, dont le rejet, raccordé au réseau communal d'eaux pluviales, a pour exutoire le Lac Léman. Pour cela, une première station de refoulement (PR1) est créée au niveau de la station de traitement actuelle. Elles envoient les eaux usées traitées vers une installation de chloration (PR2) présente sur le site, puis une seconde station de refoulement (PR2) est créée après l'étape de chloration pour envoyer les eaux usées traitées vers le golf d'EVIAN RESORT via une canalisation enterrée de 6,5 km entre l'usine et le golf. La station de refoulement PR2 est équipée de 2 pompes fonctionnant en alternance dont le débit maximal est de 40m<sup>3</sup>/h.

En dehors de cette période de l'année, les eaux usées traitées seront rejetées dans la rivière Dranse. Durant la période d'arrosage (au maximum du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre), en cas de fonctionnement dégradé de la réutilisation des eaux usées traitées de l'usine vers le golf (installations REUT hors service, analyses non conformes,...), les eaux usées traitées seront rejetées dans la rivière Dranse.

Lors de l'hivernage de la canalisation, le dernier tronçon sera vidangé au niveau de l'usine de la SAEME et le volume correspondant sera envoyé en aval de la station de traitement des eaux usées industrielles puis vers la Dranse.

En l'absence de besoin en eau du golf, la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre pourra être raccourcie, tout en considérant qu'une fois l'eau envoyée, il n'y aura plus d'interruption jusqu'à l'hivernage pour maintenir un flux constant dans la canalisation.

Les eaux usées traitées rejetées dans la rivière Dranse ou acheminées vers le golf devront respecter les normes suivantes avant rejet et sans dilution :

- pH compris entre 6,5 et 8,5
- température inférieure à 30°C
- volume inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>/jour

Paramètre	Code Sandre	Concentration	Flux sur 24 heures
MEST	1305	35 mg/l	35 kg/j
DCO	1314	125 mg/l	125 kg/j
Azote global	1551	10 mg/l	10 kg/j
Phosphore total	1350	0,8 mg/l	1 kg/j
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l	10 g/j
Indice phénol	1440	0,3 mg/l	300 g/j
Chrome et composés	1389	0,1 mg/l	50 g/j
Cuivre et composés	1392	0,15 mg/l	50 g/j
Plomb et composés	1382	0,1 mg/l	30 g/j

Zinc et composés	1383	0,8 mg/l	120 g/j
Cadmium	1388	25 µg/l	6 g/j
Trichlorométhane (chloroforme)	1135	50 µg/l	50 g/j
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	6616	25 µg/l	25 g/j

»

### Article 3 :

L'article 2.4.3 de l'arrêté préfectoral n° PAIC-2018-0077 du 13 août 2018 remplacée par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-0023 du 18 février 2021, est remplacé par les dispositions suivantes :

#### « 2.4.3 – Contrôle par un laboratoire extérieur

Des analyses portant sur les polluants et aux fréquences suivantes seront effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées :

Paramètre	Code Sandre	Fréquence
Volume journalier		Trimestrielle
pH	1302	Trimestrielle
DCO (sur effluent non décanté)	1314	Trimestrielle
MEST	1305	Trimestrielle
DBO5 (sur effluent non décanté)	1313	Trimestrielle
Azote global	1551	Trimestrielle
Phosphore total	1350	Trimestrielle
Ortho-phosphates	1433	Trimestrielle
Hydrocarbures totaux	7009	Annuelle
Indice phénol	1440	Trimestrielle
Chrome et composés	1389	Annuelle
Cuivre et composés	1392	Annuelle
Plomb et composés	1382	Annuelle
Zinc et composés	1383	Annuelle
Cadmium	1388	Trimestrielle
Trichlorométhane (chloroforme)	1135	Trimestrielle
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	6616	Trimestrielle
4-tert-butylphénol	2610	Annuelle
n-Butyl Phtalate	1462	Annuelle

Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).



*Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. »*

#### **Article 4 :**

L'article suivant est ajouté à l'arrêté préfectoral n° PAIC-2018-0077 du 13 août 2018 :

*« 2.4.6 – Surveillance renforcée temporaire du DEHP :*

*L'exploitant met en œuvre sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, une surveillance renforcée temporaire du DEHP dans les rejets aqueux de l'établissement en analysant cette substance tous les mois pendant 6 mois. La durée de chaque prélèvement doit être de 24h représentatives du fonctionnement de l'établissement.*

*A l'issue de ces analyses, l'exploitant transmet un rapport de synthèse de cette surveillance spécifique comprenant :*

- un tableau récapitulatif des résultats des mesures (concentration, flux, limite de quantification, et concentration et flux maximum et minimum),*
  - l'ensemble des rapports d'analyse,*
  - les éléments justifiant du respect des normes de prélèvements,*
  - des explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant l'origine possible de cette substance dans les rejets, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisées.*
- »*

#### **Article 5 :**

L'article suivant est ajouté à l'arrêté préfectoral n° PAIC-2018-0077 du 13 août 2018 :

*« Article 2.4.7 : Contrôle du volume d'eaux résiduaire acheminées vers le golf d'EVIAN RESORT :*

*Un compteur est installé pour comptabiliser le volume d'eaux usées traitées envoyé vers le golf d'EVIAN RESORT.*

*L'exploitant assure une comparaison régulière des données des compteurs entre le départ ICPE et l'arrivée golf. Toute anomalie est signalée de manière immédiate à la police de l'eau et fait l'objet de mesures correctives visant à la recherche et la résorption des fuites.*

*Un bilan mensuel de la comparaison des débits départ ICPE/arrivée golf est établi et adressé de manière annuelle à l'inspection des installations classées et à la police de l'eau.*

*L'exploitant transmet un bilan annuel de fonctionnement de la REUT dans lequel figurent :*

- les volumes au départ de l'usine*
- les volumes rejetés en Dranse depuis la station en cas de non-conformité*
- les volumes arrivés sur le golf (sortie canalisation)*
- le volume des purges des points bas de la canalisation en rejet direct dans le réseau d'eaux pluviales issue de la vidange pour l'hivernage »*

#### **Article 6 :**

L'article suivant est ajouté à l'arrêté préfectoral n° PAIC-2018-0077 du 13 août 2018 :

*« Article 2.4.8 : procédures encadrant le fonctionnement de la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) :*

*L'exploitant établit des procédures encadrant le fonctionnement de la REUT (mise en service, purge, hivernage, traitement, gestion des anomalies). Ces différentes procédures doivent viser la sobriété en terme de consommation d'eau. »*

#### **Article 7 : Notification et recours**

Le présent arrêté sera notifié à la SAEME .

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

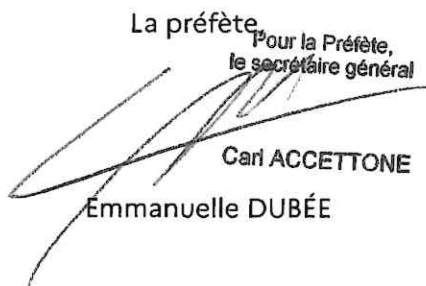
- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

#### **Article 8 : Information des tiers**

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 9 : Exécution**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Haute-Savoie et dont une copie est notifiée à monsieur le Maire de Publier.

La préfète,  
Pour la Préfète,  
le secrétaire général  
  
Carl ACCETTONE  
Emmanuelle DUBÉE